

Arrêté Ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES</b>	
<p><u>Article 3 Conformité de l'installation et modification substantielle pour les COV</u></p> <p>I. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p> <p>II. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>III. Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 modifié susvisé ainsi que les dispositions du présent arrêté, à l'exception des dispositions des articles 5, 11, 12, du IV, V et VI de l'article 13, 14, 19, 21, 22, du III de l'article 23, du III de l'article 25 et du point 26-1.</p>	Sans objet
<p><u>Article 4 Dossier installation classée</u></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>(...)</li> </ul> <p>Ce dossier est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Sans objet



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 5 Implantation</u></p> <p>I. Les installations relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sont implantées à une distance minimale des limites du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de façon à ce que les parois des réservoirs aériens soient situées à minima à 30 mètres ;</li> <li>- de façon à ce que les parois des récipients mobiles soient situées à minima à 2 mètres ;</li> <li>- de 20 mètres pour les ateliers extérieurs de mélanges ou d'emplois ;</li> <li>- calculée pour les liquides susceptibles d'être présents dans un bâtiment, de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte du site en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport à la quantité susceptible d'être présente. Ce calcul se fait suivant la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90977-14553A). Cette distance est au moins égale à 1,5 fois la hauteur du bâtiment, sans être inférieure à 20 mètres. Cette distance minimale de 20 mètres n'est toutefois pas applicable lorsque le dernier alinéa du II de l'article 13 est respecté.</li> </ul>	<p>Il n'est pas prévu de stockage en réservoirs aériens.</p> <p>Les récipients mobiles sont à l'intérieur du bâtiment soit à plus de 2 m des limites de propriétés.</p> <p>Les effets létaux sont contenus dans l'enceinte du site.</p> <p>Les cellules 8A,8B,9A,9B destinée à accueillir les liquides inflammables sont à plus de 20 m des limites de propriété.</p> <p><b>Voir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Plan masse</b></li> <li>- <b>Etude de danger Chapitre 5.2 Analyse détaillée des accidents majeurs</b></li> </ul>
<p>II. Les installations relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ne se situent pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers. Le stockage en dessous du niveau de référence est interdit.</p>	<p>Absence de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>Pas de stockage en dessous du niveau de référence</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 6 Envol des poussières</u></p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.</li> </ul> <p>Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul>	<p>Les voies de circulation sont recouvertes d'un revêtement limitant l'envol des poussières.</p> <p>Les surfaces où cela est possible seront végétalisées.</p>
<p><u>Article 7 Intégration dans le paysage</u></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	<p>L'intégration paysagère de la future plateforme logistique est une composante intégrante du projet.</p> <p>Le bâtiment sera par ailleurs réalisé de manière à former un ensemble cohérent avec l'ensemble de la ZAC Haute-Picardie notamment par le respect des prescriptions paysagères .</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>CHAPITRE II : PREVENTION DES ACCIDENTS ET DES POLLUTIONS</b>	
<b>SECTION I : GENERALITES</b>	
<p><u>Article 8 Localisation des risques</u></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières stockées, mises en œuvre, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, explosion, toxique).</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général de l'installation indiquant ces différentes zones.</p>	<p><b>Voir : Etude de danger Chapitre 3.6 Synthèse des potentiel de danger</b></p>
<p><u>Article 9 État des stocks de matières dangereuses</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature, la quantité et la localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) des matières dangereuses présentes, auquel est annexé un plan général des ateliers, des aires et des stockages.</p> <p>A minima, cet inventaire est mis à jour quotidiennement en fin de journée pour les liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>	<p><b>Voir : Annexe 2 : Plan masse</b></p> <p>Les FDS ne sont actuellement pas disponibles.</p> <p>Toutefois, à ce stade, l'exploitant prévoit dans le cadre du projet la mise en place d'un logiciel de gestion du stockage, permettant de connaître à tout instant l'état des stocks.</p>
<p><u>Article 10 Propreté de l'installation</u></p> <p>Les installations sont maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les amas de matières dangereuses et les poussières.</p>	<p>Sans objet - Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>SECTION II : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES</b>	
<p><u>Article 11.1 Dispositions constructives relatives à un bâtiment ou aux parties d'un bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</u></p> <p>Le point 11.1 fixe les dispositions relatives à la construction des bâtiments et aux parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Elles ne s'appliquent pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.</p>	<p><b>Voir :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Annexe 2 : Plan masse</b></li> <li>- <b>Annexe 2 : Plan toiture</b></li> <li>- <b>Etude de danger Chapitre 2.6.3 Dispositif de désenfumage</b></li> </ul>
<p><i>I. Réaction et résistance au feu</i></p> <p>Le sol est imperméable et incombustible de classe A1f1.</p>	<p>Les caractéristiques du sol respecteront cette prescription.</p>
<p>La structure est R 60.</p>	<p>La structure est R60</p>
<p>Les murs extérieurs sont de classe A2s1d0.</p>	<p>Murs extérieurs en bardage métallique double-peau.</p> <p>Ecrans thermiques en façade constitués de béton coupe-feu 240 minutes au niveau des cellules 8A/B et 9A/B.</p> <p>Ecrans thermiques en façade constitués de béton coupe-feu 120 minutes au niveau des cellules 1 et 16.</p>
<p>Les murs séparatifs sont REI 120 et dépassent d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment au droit du franchissement, entre une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et une partie de bâtiment abritant des matières combustibles ou inflammables. Ces murs sont prolongés latéralement le long des murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou sont prolongés perpendiculairement au mur extérieur de 0,50 mètre en saillie de la façade.</p>	<p>Les cellules seront séparées entre elles par des murs REI120 ou 240.</p> <p>Ces murs seront stables avec un dépassement de 1.00m en toiture. En pignon, ils auront un retour latéral de 0.50m de part et d'autre de l'axe du mur. Sur les façades Nord et Sud, ils auront un dépassement de 0.50m.</p> <p>A noter, les murs séparatifs des cellules 8A,8B, 9A et 9B seront REI240.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Les murs séparatifs entre une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et un local technique (hors chaufferie et local de charge de batterie des chariots) sont REI 120 jusqu'en sous-face de toiture, ou une distance libre de 10 mètres est respectée entre ces deux locaux.</p>	<p>Les locaux techniques sont séparés des cellules « liquides inflammables » par un mur REI240.</p>
<p>Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes, tuyauteries, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces murs séparatifs. Ces dispositifs de fermeture se déclenchent automatiquement en cas d'incendie. Ils sont également manœuvrables à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et une classe de durabilité C2.</p>	<p>Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs seront munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces murs séparatifs. Ces dispositifs de fermeture se déclencheront automatiquement en cas d'incendie.</p> <p>L'ensemble des portes coupe-feu seront d'un degré identique au mur sur lequel elles sont placées.</p> <p>Les portes coulissantes seront munies de dispositifs de fermeture automatique.</p>
<p>La toiture répond aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elle est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des murs séparatifs. Cette bande est de classe A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique de classe A2s1d0 ;</li> <li>- les éléments de support de couverture de toiture, hors isolant, sont réalisés en matériaux A2s1d0 ;</li> <li>- le système de couverture de toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).</li> </ul>	<p>Contraintes intégrées dès la conception du projet.</p> <p>L'isolant thermique de la toiture respectera les dispositions de l'article ci-contre.</p> <p>La toiture satisfera la classe BROOF (t3).</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Les isolants thermiques (ou l'isolant s'il n'y en a qu'un) sont de classe A2s1d0, sauf dans le cas d'un système comprenant un ensemble support et isolants de classe Bs1d0 qui respecte l'une des conditions ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'isolant, unique, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;</li> <li>- l'isolation thermique est composée de plusieurs couches dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants, justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe Ds3d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg.</li> </ul>	
<p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p>	<p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisferont à la classe d0.</p>
<p><i>II. Surface maximale</i></p> <p>Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ont une surface maximale égale à 3 500 mètres carrés.</p> <p>Ces parties de bâtiment sont à simple rez-de-chaussée et ne comportent pas de mezzanine.</p>	<p>Les cellules 8A et 9A feront de l'ordre de 3 190 m<sup>3</sup>.</p> <p>Les cellules 8B et 9B feront de l'ordre de 2 750 m<sup>3</sup>.</p> <p>Aucune mezzanine n'est présente dans le bâtiment.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>III. Cantonnement</i></p> <p>Un bâtiment ou une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 est divisé en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est constitué soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Ces écrans de cantonnement sont DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1 (version de décembre 2005) et à son annexe A1 (version de juin 2006), et ont une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>La distance entre le point bas de chaque écran de cantonnement et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 1 mètre. La différence de hauteur entre le point le plus haut du stockage et le point le plus bas de chaque écran de cantonnement est supérieure ou égale à 0,5 mètre.</p>	<p>Les cantons de désenfumage des cellules 8A, 8B, 9A, 9B répondront à ces exigences. Les poutres de la structure, complétées au besoin de bardage formeront les écrans de cantonnement. Ils seront DH 30.</p> <p>La hauteur de retombée des écrans est de 1 m au minimum.</p>
<p><i>IV. Désenfumage</i></p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 0,5 et 6 m<sup>2</sup> est prévue pour 250 m<sup>2</sup> de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs séparatifs indiqués au I du point 11.1.</p>	<p>A chaque canton de désenfumage seront associés des lanterneaux de désenfumage à ouverture manuelle et automatique.</p> <p>Les lanterneaux de désenfumage seront à commande automatique et manuelle. Ils représenteront pour chaque canton, à 2 % de la superficie du canton.</p> <p>Les lanterneaux de désenfumage auront une superficie utile comprise entre 0.5 et 6 m<sup>2</sup>. Ils ne seront pas implantés à moins de 7 m des murs séparatifs coupe-feu entre cellule.</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la partie de bâtiment à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou en parties de bâtiment.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des parties de bâtiment. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932 (version de décembre 2008).</p>	<p>Les commandes principales et secondaires des lanterneaux de chaque canton sont situées en deux points opposés de l'entrepôt à proximité d'une issue de secours. L'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes.</p>
<p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2 (version d'octobre 2003) présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;</li> <li>- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>- classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul>	<p>Contraintes intégrées dès la conception du projet.</p>
<p>En présence d'un système d'extinction automatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique ;</li> <li>- les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement du système d'extinction automatique.</li> </ul>	<p>Les exutoires de fumées disposeront de leur propre système de déclenchement (système autonome) dont la température de déclenchement sera supérieure à celle du sprinkler.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>V. Amenées d'air</i></p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, partie de bâtiment par partie de bâtiment, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des parties de bâtiment à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p>	<p>Les amenées d'air frais seront assurées par les portes de quais, portes plain pied, et les issues de secours donnant sur l'extérieur. Le calcul est consultable dans l'étude de dangers.</p>
<p><i>VI. Chauffage, tuyauterie(s), local de charge de batteries</i></p> <p>S'il existe une chaufferie attenante à une partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions du I du point 11.1.</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une vanne sur l'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'arrivée du combustible ;</li> <li>- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible le cas échéant ;</li> <li>- un dispositif sonore et visuel d'avertissement en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li> </ul>	<p>Contraintes intégrées dès la conception du projet.</p>
<p>Aucune tuyauterie aérienne de gaz inflammable n'est présente à l'intérieur des parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 sauf si elle est requise pour l'alimentation d'un équipement nécessaire au procédé de production. Dans ce cas, la tuyauterie est protégée contre les chocs et comporte des dispositifs de sécurité permettant de couper son alimentation en toute sécurité en cas de nécessité.</p>	<p>Contraintes intégrées dès la conception du projet.</p>
<p>La recharge de batteries est interdite hors d'un local de recharge spécifique conforme aux dispositions du I du point 11.1. en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, une zone de recharge peut être aménagée par local conforme aux dispositions du I du point 11.1. sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible ou dangereuse et d'être protégée contre les risques de court-circuit.</p>	<p>La recharge des batteries se fera au sein des 6 locaux de charge.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>VII. Bureaux et locaux sociaux</i></p> <p>Les bureaux et les locaux sociaux, à l'exception des bureaux dits de quais ou d'exploitation destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les quais ou les installations, sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres de la partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance peut être inférieure à 10 mètres si les bureaux et locaux sociaux sont isolés par une paroi jusqu'en sous-face de toiture et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, qui sont tous REI 120, sans être contigus avec les parties de bâtiment où sont présents des liquides au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>	<p>Les bureaux ne seront pas contigus avec les parties de bâtiment où sont présents des liquides au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331.</p> <p>Les bureaux et les locaux sociaux seront isolés des cellules de l'entrepôt par des murs, et des portes REI 120.</p>
<p><u>Article 11.2. Dispositions relatives aux stockages en réservoirs aériens.</u></p> <p>Le point 11.2 fixe les dispositions relatives à la conception et à l'aménagement des stockages en réservoirs aériens contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p>(...)</p>	<p>Les liquides inflammables sont stockés en petits contenants mobiles.</p> <p>Non concerné / Sans objet.</p>
<p><u>11.3. Dispositions relatives aux stockages en récipients mobiles.</u></p> <p>Le point 11.3 fixe les dispositions relatives à la conception et à l'aménagement des stockages en récipients mobiles contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>	<p>-</p>
<p><i>I. Conception</i></p> <p>Les récipients mobiles sont conformes, à la date de leur construction, aux normes et aux codes en vigueur prévus pour le stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, à l'exception des dispositions contraires aux prescriptions du présent arrêté.</p>	<p>Sans objet - Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



[illegible]

PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>III. Aménagements particuliers dans un bâtiment</i></p> <p>A. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p>	<p>L'exploitant veillera au maintien d'une distance d'un mètre entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie.</p>
<p>B. La hauteur de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p>	<p>Le stockage des produits 4331 sera limité à 5 m.</p>
<p>C. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la partie de bâtiment où est stocké au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en paletier.</p>	<p>L'exploitant veillera au respect de ces distances.</p>
<p>D. Les récipients mobiles stockés en masse forment des îlots limités selon les dimensions du II de l'article 11.3. Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au V de l'article 22.</p>	<p>Le stockage est prévu en rack.</p>
<p>E. La hauteur de stockage en rayonnage ou en paletier, toutes matières confondues (dangereuses, non dangereuses) est au maximum égale à l'une des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 mètres en l'absence d'un système d'extinction automatique ;</li> <li>- 12,7 mètres en présence d'un système d'extinction automatique hors rack ;</li> <li>- 20 mètres en présence d'un système d'extinction automatique sur rack,</li> </ul> <p>sachant que la hauteur de stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p>	<p>La hauteur de stockage générale est limitée à 12 m. Le stockage des produits 4331 sera limité à 5 m.</p>
<p><u>Article 12. Dispositions relatives aux stockages en réservoirs à double paroi.</u> Les dispositions suivantes sont spécifiques aux réservoirs à double paroi d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. (...)</p>	<p>Non concerné / Sans objet.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 13. Accessibilité.</u></p> <p><i>I. Accessibilité au site :</i></p> <p>Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services publics d'incendie et de secours.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>La voie depuis l'accès au site jusqu'à la voie « engins » (définie au II de l'article 13) respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur totale utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un plan des locaux facilitant leur intervention avec une description des risques pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;</li> <li>- des consignes précises pour l'accès des secours à tous les lieux ;</li> <li>- l'état des stocks prévu à l'article 9.</li> </ul>	<p><b>Voir : Annexe 2 : Plan masse</b></p> <p>Les services de secours peuvent accéder au site via le poste de garde au nord ou en prenant la voie d'accès du parking VL au sud et en empruntant l'accès qui leur est dédié. Les caractéristiques de la voie d'accès sont vérifiables sur les plans annexés.</p> <p>Les nombreuses portes de quais du bâtiment ainsi que plusieurs parkings pour les véhicules légers et pour les poids lourds en attente permettront aux véhicules liés à l'exploitation du bâtiment de ne pas gêner l'accès au site des services d'incendie et de secours.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation :</i></p> <p>L'installation dispose de voies « engins » permettant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'accéder à deux côtés opposés de chaque rétention associée à un stockage extérieur. L'accès à l'un de ces deux côtés opposés est possible en toutes circonstances, notamment quelle que soit la direction du vent ;</li> <li>- de faire le tour de chaque bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, et d'accéder à au moins deux côtés de chaque rétention déportée extérieure associée à tout bâtiment.</li> </ul> <p>Ces voies « engins » respectent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum respectivement de 3 mètres, la hauteur libre est au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles (définies aux IV et V de l'article 13) et la voie engins.</li> </ul> <p>Les dispositions du II de l'article 13 ne s'applique pas aux bâtiments, contenant moins de 10 mètres cubes, d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation.</p>	<p>Voie engin présente sur le périmètre complet du site.</p> <p>Cette voie dessert les aires de mises en station des moyens aériens ainsi que les aires de stationnement des engins à proximité des poteaux incendie.</p> <p>La rétention déportée est accessible des deux côtés.</p> <p>Les caractéristiques de la voie engin sont vérifiables sur les plans annexés.</p> <p>La force portante de la voie « engins » sera conforme à celle requise ci-contre.</p> <p>Ces éléments sont visualisables sur les plans fournis en annexe du dossier.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site :</i></p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins », et ayant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engin » ;</li> <li>- longueur minimale de 15 mètres.</li> </ul> <p>La voie « engins » est implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup>. Les zones d'effet thermique sont identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>Dans le cas de réservoirs à double paroi répondant aux dispositions de l'article 12, les dispositions des II et III de l'article 13 ne s'appliquent pas.</p>	<p>La voie engin aura une largeur minimum de 6 m. Le croisement y sera donc possible.</p>





*IV. Mise en stationnement des engins :*

A. Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelles » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelles » est directement accessible depuis la voie « engins » (définie au II de l'article 13).

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup> ;
- les aires de stationnement des engins sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup>. Les zones d'effet thermique sont identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A).

Les dispositions du A du IV de l'article 13 ne sont pas exigées si la partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 a une surface de moins de 2 000 mètres carrés et qu'au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible.

Des aires de mise en station échelle sont présentes sur chacune des façades du bâtiment. Celles-ci feront 7 m x 10 m.

Leurs caractéristiques sont vérifiables sur les plans annexés.

Elles sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup>. Cela est possible notamment grâce à la mise en place d'écrans thermiques en façades Est et Ouest.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>B. Pour toute installation située en extérieur, les aires de stationnement des engins sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 3 kW/m<sup>2</sup> et à moins de cent mètres de chaque rétention à protéger. Les zones d'effet thermique sont identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</li> </ul>	<p>Aucune installation de stockage de produit 4331 en extérieur.</p> <p>Le bassin de rétention déporté des cellules 4331 est à moins de 100 m d'une aire de mise en station.</p>
<p>V. <i>Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins :</i></p> <p>A partir des voies « engins » ou « échelle » est prévu un accès aux issues du bâtiment ou aux parties du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au minimum.</p> <p>Les quais de déchargement sont équipés lorsqu'ils existent d'une rampe dévidoir de 1,80 mètres de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque parties du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 par une porte de largeur égale à 0,9 mètre, sauf s'il existe des accès de plain-pied.</p>	<p>Chaque cellule sera équipée d'un accès plain-pied d'au minimum 0,9 m de large.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>VI. Accès au bâtiment par les secours :</i></p> <p>Les accès du bâtiment permettent l'intervention rapide des secours.</p> <p>Leur nombre minimal permet que tout point des parties du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un de ces accès ; cette distance étant réduite à 25 mètres dans les parties formant cul-de-sac.</p> <p>Dans chaque partie du bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés, deux issues au moins sont prévues donnant vers l'extérieur ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées.</p>	<p>Les cellules 8A/B et 9A/B seront équipées d'issues respectant l'ensemble de ces prescriptions.</p>
<p><u>Article 14. Moyens de lutte contre l'incendie.</u></p> <p>L'article 14 fixe les dispositions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p><i>I. Plan de défense incendie :</i></p> <p>L'exploitant établit un plan de défense incendie décrivant l'organisation du site en cas de sinistre, notamment :</p> <p>(...)</p> <p>Le plan de défense incendie est mis à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site.</p> <p>L'exploitant au moment de la mise en exploitation établira en relation avec le SDIS un plan de défense incendie.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>II. Moyens humains et matériels :</i></p> <p>A. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) équipés de prises de raccordement d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Ces appareils d'incendie sont implantés de telle sorte que tout point des limites des zones à risque d'incendie identifiées à l'article 8 se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).</li> </ul> <p>Les appareils d'incendie sont alimentés par un réseau d'eau public ou privé. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Ce réseau garantit une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Ce réseau est en mesure de fournir le débit déterminé par le plan de défense incendie. Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 mètres cubes par heure, l'installation dispose d'un réseau maillé, et sectionnable au plus près de la pomperie. Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.</p> <p>Aux appareils d'incendie mentionnés ci-dessus peuvent être substituées des réserves d'eau, avec les mêmes règles d'implantation. Ces réserves ont une capacité minimale unitaire utile de 120 mètres cubes. Elles sont accessibles en toutes circonstances. Elles disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter.</p>	<p><b>Voir : Annexe 14 : Protection incendie – plateforme logistique Ablaincourt-Pressoir</b></p> <p>Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• De 13 poteaux incendie situés de telle façon que la cellule est à moins de 100m.</li> <li>• Une réserve d'eau de 540 m<sup>3</sup> muni de surpresseur alimentant les poteaux incendie.</li> </ul>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;	Implantation d'extincteurs adaptés prévue dans l'entrepôt et locaux techniques Par ailleurs, l'entrepôt sera sprinklé.
- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues des bâtiments. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel et accessibles à tout moment. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;	Implantation de RIA prévue dans l'entrepôt de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué par deux lances en simultané.
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;	Les services de secours seront joignables à tout moment notamment via la télésurveillance.
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.	Les cellules 8A/B et 9A/B seront équipées de réserves de produits absorbants.
Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.	Les moyens de lutte contre l'incendie seront prévus conformes à cette disposition.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>B. L'installation est dotée également d'un système d'extinction automatique d'incendie dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Il répond aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présente une efficacité équivalente.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cube de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cube est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé, entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p> <p>Son efficacité est qualifiée et vérifiée par un organisme reconnu compétent dans le domaine de l'extinction automatique. La qualification délivrée par l'organisme précise que l'installation est adaptée aux matières stockées et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Les dispositions précédentes du présent point B ne s'appliquent pas si les conditions suivantes sont respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les murs séparatifs, mentionnés aux I, VI et VII du point 11.1, sont de classe REI 180 au lieu de REI 120 ;</li> <li>- la structure mentionnée au I du point 11.1 est de classe R180 au lieu de R60 ;</li> <li>- les murs extérieurs mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;</li> <li>- les éléments de support de la couverture de toiture ainsi que les isolants thermiques mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;</li> <li>- la surface maximale de chaque partie de bâtiment est égale à 1 500 mètres carrés.</li> </ul>	<p>Les cellules de stockage des produits inflammables seront équipées sous toiture et dans les racks de sprinklage répondant aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présentant une efficacité équivalente</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>C. Pour les stockages situés à l'extérieur, les surfaces au sol de liquide en feu dans une rétention sont inférieures à 400 m<sup>2</sup> pour les liquides non miscibles à l'eau et à 200 m<sup>2</sup> pour les liquides miscibles à l'eau. Lorsque ces critères ne peuvent être respectés pour des raisons strictement limitées à un besoin d'exploitation, les moyens matériels de lutte contre l'incendie sont mis à disposition dans leur totalité par l'exploitant.</p>	<p>Non concerné / Sans objet</p>
<p>D. Pendant les périodes ouvrées, l'exploitant dispose de personnels chargés de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie définis dans le plan de défense incendie notamment pour les premières interventions, et formés à la lutte contre les incendies de liquides relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Ces personnels sont aptes a minima à faire face aux éventuelles situations dégradées et à lutter de manière précoce contre un épandage et un début d'incendie avec les moyens disponibles.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><i>III. Moyens en eau, émulseurs et taux d'application :</i></p> <p>A. L'exploitant dispose des ressources en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au I de l'article 14. Ces ressources tiennent compte a minima des ressources nécessaires pour les opérations d'extinction définies aux B et D du III de l'article 14.</p> <p>L'exploitant démontre également les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le choix du positionnement et du conditionnement des réserves en émulseur ;</li> <li>- la compatibilité entre l'émulseur choisi et le liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 pouvant être mis en jeu lors d'un incendie, en s'appuyant sur les normes de classement de l'émulseur ;</li> <li>- la compatibilité et la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas d'incendie si l'exploitant a recours à des protocoles ou conventions de droit privé.</li> </ul>	<p>Pour les cellules C8A/B et C9A/B, les RIA seront dopés à la mousse AFFF</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>B. La définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent les exigences fixées à l'annexe II, sauf pour le cas particulier des bâtiments abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 équipés d'un système d'extinction automatique.</p> <p>L'émulseur est de classe de performance IA ou IB conformément aux normes NF EN 1568-1, NF EN 1568-2, NF EN 1568-3, ou NF EN 1568-4 (version d'août 2008).</p>	<p>Les cellules sont équipées d'un système d'extinction automatique.</p>
<p>C. Si la mise en œuvre de plusieurs moyens d'extinction est prévue (par exemple mobiles et fixes), le taux d'application retenu pour leur dimensionnement est calculé au prorata de la contribution de chacun des moyens calculée par rapport au taux nécessaire correspondant.</p>	-
<p>D. Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;</li> <li>- refroidissement des autres types de réservoirs en feu : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ;</li> <li>- refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;</li> <li>- refroidissement des réservoirs des rétentions contiguës : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;</li> <li>- protection des autres installations identifiées comme pouvant générer une extension du sinistre : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir.</li> </ul>	<p>Non concerné / Sans objet</p>
<p><i>IV. Contrôles et entretiens :</i></p> <p>Le contrôle et l'entretien des moyens prévus à l'article 14 respectent les dispositions du I de l'article 25 et du I de l'article 26.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>V. Exercices de lutte contre l'incendie :</i></p> <p>L'exploitant organise un exercice de lutte contre l'incendie dans le trimestre qui suit la mise en service de l'installation. Cet exercice est renouvelé a minima tous les trois ans.</p> <p>Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins six ans et susceptibles d'être mis à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	Prescriptions liées à l'exploitation du site
<p><u>Article 15. Tuyauteries, flexibles, pompes de transfert.</u></p> <p>(...)</p>	Non concerné / Sans objet.
<b>SECTION III : DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS</b>	
<p><u>Article 16. Matériels utilisables en atmosphère explosibles.</u></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et susceptibles de générer une atmosphère explosible, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 susvisé.</p> <p>L'exploitant tient à jour leur inventaire et dispose de ces justificatifs de conformité.</p> <p>Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p>	Prescriptions liées à l'exploitation du site
<p><u>Article 17. Installations électriques, éclairage et chauffage.</u></p> <p><i>I. Installations électriques :</i></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>	Prescriptions liées à l'exploitation du site



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>Les équipements métalliques sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite entre parties de bâtiment et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>	<p>Les installations électriques seront réalisées conformément à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Dans chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, à proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale.</p>	<p>Un interrupteur central sera installé à proximité d'une issue dans chaque cellule.</p>
<p>Lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un bâtiment, les transformateurs de courant électrique de puissance sont situés dans des locaux clos largement ventilés par un dispositif dont les conduites ne communiquent avec aucune partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et isolés de ces parties par des parois répondant aux dispositions du I du point 11.1 et des portes EI2 120 C.</p>	<p>Le local transformateur sera isolé de l'entrepôt par une paroi au moins REI120.</p>
<p><i>II. Éclairage :</i></p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.</p> <p>Si l'éclairage met en œuvre des technologies pouvant en cas de dysfonctionnement projeter des éclats ou des éléments chauds susceptibles d'être source d'incendie (comme des gouttes chaudes en cas d'éclatement de lampes à vapeur de sodium ou de mercure), l'exploitant prend toute disposition pour que tous les éléments soient confinés dans l'appareil en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>Seul l'éclairage électrique sera utilisé.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>III. Chauffage :</u></p> <p>Le chauffage de bâtiments abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>Les moyens de chauffage des bureaux de quais ou d'exploitation, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.</p>	<p>Sans objet</p> <p>Au besoin, le chauffage s'effectuera par aérothermes à eau chaude.</p>
<p><u>Article 18. Foudre.</u></p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p>	<p><b>Voir : Annexe 15 : Etudes foudre (ARF +ET).</b></p>
<p><u>Article 19. Ventilation des locaux.</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive, inflammable ou toxique, notamment dans les parties basses des installations (fosses, caniveaux par exemple).</p> <p>Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	<p>Les locaux seront convenablement ventilés.</p> <p>Les chaufferies seront équipées de cheminées.</p>
<p><u>Article 20. Systèmes de détection.</u></p> <p>Les systèmes de détection respectent les dispositions du II de l'article 23 qui leur sont applicables.</p>	<p>Les systèmes de détection respecteront les dispositions du II de l'article 23 qui leur sont applicables.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 21. Événements et parois soufflables.</u></p> <p>- risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements ou parois soufflables conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local.</p> <p>Ces événements ou parois soufflables sont disposés(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.</p>	<p>Les parois extérieures des locaux de charge en bardage ainsi que les toitures joueront le rôle de parois soufflables.</p>
<b>SECTION IV : DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES</b>	
<p><u>Article 22. Rétentions.</u></p> <p><i>I. Généralités :</i></p> <p>A. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p>	<p>Les cellules 8A/B et 9A/B seront reliées à une rétention déportée.</p> <p>Les cellules 1 et 16 également.</p>
<p>B. La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif.</p> <p>L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillies, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.</p>	<p>Cette rétention sera étanche aux produits qu'elle pourra contenir.</p>
<p>C. La rétention résiste à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillies. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé (cas d'un dispositif passif).</p>	<p>Elle résistera à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillies.</p>
<p>D. L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.</p> <p>Ces dispositifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ;</li> <li>- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;</li> <li>- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.</li> </ul> <p>La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.</p>	<p>Le bassin se vidangera par surverse des eaux pluviales. En cas d'écoulement accidentel ou d'incendie, cette communication sera automatique coupée.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
E. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées.	Prescriptions liées à l'exploitation du site
F. La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure.	Prescriptions liées à l'exploitation du site
G. Le sol des aires et des bâtiments de stockage, des aires de manutention ou de manipulation, ou des ateliers de mélanges ou d'emploi est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les substances et les mélanges dangereux, pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, répandues accidentellement.	Les aires de stockage et de manipulation des produits liquides seront constituées d'un sol béton. Au niveau des locaux de charge, il sera mis en place un revêtement étanche ainsi que d'un puisard étanche de récupération des éventuels écoulements acides.
<i>II. Dispositions communes pour les stockages d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</i> A. L'étanchéité de la rétention est assurée par un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde.	La rétention sera prévue conforme à cette prescription.
B. La distance entre les parois de la rétention et la paroi du stockage contenu (réservoirs, récipients mobiles) est au moins égale à la hauteur de la paroi de la rétention par rapport au sol côté rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux rétentions réalisées par excavation du sol et aux réservoirs à double-paroi.	Non concerné / Sans objet.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>C. Dans le cas d'une rétention déportée, les dispositions suivantes sont à respecter :</p> <p>La capacité utile de la rétention respecte les dispositions des III, IV ou V de l'article 22.</p> <p>La disposition et la pente du sol autour des stockages sont telles qu'en cas de fuite les liquides soient dirigés uniquement vers la rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre les stockages et la rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux stockages. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipements empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre les stockages et la rétention (par exemple, un siphon anti-feu).</p> <p>La rétention déportée est dimensionnée de manière à ce qu'il ne puisse y avoir surverse de liquide lors de son arrivée éventuelle dans la rétention.</p>	<p>La rétention sera prévue conforme à cette prescription.</p>
<p>D. La rétention ne peut être affectée à la fois au stockage de gaz liquéfiés et au stockage d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Une rétention affectée au stockage de réservoirs ne peut pas également être affectée au stockage de récipients mobiles, sauf dans le cas des rétentions déportées.</p> <p>Des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>	<p>La rétention sera déportée.</p> <p>Elle servira aux cellules 1, 16, 8A, 8B, 9A et 9B. Une capacité tampon sera mis au niveau de chaque cellule pour recueillir les écoulements de faible quantité.</p> <p>La probabilité de fuite accidentelle sur deux cellules et dépassant les capacités tampon est négligeable. Il est donc considéré que les produits des cellules 8A, 8B, 9A, 9B d'une part et 1 et 16 d'autre part ne peuvent se mélanger.</p> <p>Des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><i>III. Dispositions particulières pour les réservoirs aériens en extérieur contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 : (...)</i></p>	<p>Non concerné / Sans objet.</p>
<p><i>IV. Dispositions particulières pour les récipients mobiles en extérieur contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 : (...)</i></p>	<p>Non concerné / Sans objet.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>V. Dispositions particulières pour les bâtiments abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 :</i></p> <p>Les dispositions du V de l'article 22 ne s'applique pas aux bâtiments, contenant moins de 10 mètres cubes, d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation. Les entreposages de ces liquides sont associés à un dispositif de rétention dont la capacité utile respecte les dispositions du IV de l'article 22.</p>	<p>Non concerné / Sans objet.</p>



A. Chaque partie de bâtiment est divisée en zones de collecte d'une superficie unitaire maximale au sol égale à 500 mètres carrés. A chacune de ces zones est associé un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.

La zone de collecte est constituée d'un dispositif passif. Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure à tout bâtiment. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements (par exemple, un siphon antifeu).

Les deux alinéas précédents ne s'appliquent pas si les conditions suivantes sont respectées :

- les murs séparatifs, mentionnés aux I, VI et VII du point 11.1, sont de classe REI 180 au lieu de REI 120 ;
- la structure mentionnée au I du point 11.1 est de classe R180 au lieu de R60 ;
- les murs extérieurs mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;
- les éléments de support de la couverture de toiture ainsi que les isolants thermiques mentionnés au I du point 11.1 sont de classe A1 au lieu de A2s1d0 ;
- la surface maximale de chaque partie de bâtiment est égale à 3 000 mètres carrés.
- chaque partie de bâtiment est associée à un dispositif de rétention dont la capacité utile est au moins égale à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie.

Les deux premiers alinéas du A du V de l'article 22 ne s'appliquent pas dans le cas de liquides dont le comportement physique en cas d'incendie satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé du

Les cellules 8A/B et 9A/B seront divisées en zone de collecte de 500 m<sup>2</sup> reliée à la rétention dépotée.

Le volume de la rétention sera de 2 272 m<sup>3</sup>. Ce volume est supérieur à 100 % du volume abrité, à laquelle est ajouté un volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone de collecte et le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de la rétention.

Il correspond au calcul D9a effectué sur la cellule entière.

**Voir : Etude de dangers Chapitre 2.6.7.1 confinement des eaux d'extinction incendie.**

La propagation de l'incendie sera évitée par la mise en place de siphon coupe-feu.





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
développement durable, justifiant que ces liquides inflammables stockés ne sont pas susceptibles de donner lieu à un épandage important en cas d'incendie.	
<p>B. Les rétentions extérieures à tout bâtiment respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- elles sont implantées hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> identifiées par la méthode de calcul FLUMILOG (réf. DRA-09-90977-14553A) pour chaque partie de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 prise individuellement ;</li> <li>- elles sont implantées à moins de 100 mètres d'au moins un appareil d'incendie (bouche ou poteau d'incendie) d'un diamètre nominal de 100 ou 150 millimètres ;</li> <li>- elles sont constituées de matériaux résistant aux effets thermiques générés par l'incendie du bâtiment.</li> </ul>	<p>La rétention sera implantée hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup> et à moins de 100 m d'un appareil incendie. (voir plan des flux en fin de document)</p>
<b>SECTION V : DISPOSITIONS D'EXPLOITATION</b>	
<p><u>Article 23. Surveillance de l'installation.</u></p> <p><i>I. Accessibilité du site :</i></p> <p>Le site est clôturé. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.</p> <p>La hauteur minimale de la clôture, mesurée à partir du sol du côté extérieur, est de 2,5 mètres.</p>	<p><b>Il est demandé à pouvoir mettre en place une clôture de 2 m de haut conformément au PLU.</b></p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>II. Surveillance de l'installation :</i></p> <p>A. Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>A l'exception des installations en libre-service sans surveillance, une surveillance humaine sur le site est assurée lorsqu'il y a mouvement de produit.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p>B. En dehors des heures d'exploitation, une surveillance de l'installation est mise en place par gardiennage ou télésurveillance. Cette disposition n'est pas exigée aux stockages extérieurs de moins de 600 mètres cubes d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p>C. Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 mètres sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cubes de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation.</p> <p>Pour les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique prévu au II du l'article 14. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p>	<p>En cas de détection incendie une alarme perceptible en tout point sera déclenchée.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>D. En cas de mise en place d'une télésurveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dispositif de détection de fuite est mis en œuvre pour les réservoirs extérieurs ;</li> <li>- les dispositifs de détection de fuite pour les réservoirs extérieurs et les dispositifs de détection incendie des stockages pour les bâtiments sont reliés à la télésurveillance.</li> </ul> <p>Les dispositions précédentes du présent point D ne sont pas applicables aux réservoirs extérieurs stockant des liquides à une température inférieure à leur point éclair, lorsque celui-ci est supérieur à 60°C.</p>	<p>Aucun réservoir extérieur.</p> <p>La détection incendie des stockages pour les bâtiments sont reliés à la télésurveillance.</p>
<p>E. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer le dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>F. En cas de détection de fuite ou d'incendie, le gardien ou la télésurveillance transmet l'alerte à une ou plusieurs personnes compétentes chargées d'effectuer les actions nécessaires pour mettre en sécurité les installations. Une procédure désigne préalablement la ou les personne(s) compétente(s) et définit les modalités d'appel de ces personnes. Cette procédure précise également les conditions d'appel des secours extérieurs au regard des informations disponibles.</p> <p>L'exploitant définit également par procédure les actions à réaliser par la ou les personnes compétentes en lien avec le plan de défense incendie définie à l'article 14. Cette procédure prévoit la mise en œuvre des mesures rendues nécessaires par la situation constatée sur le site telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'appel des secours extérieurs s'il n'a pas déjà été réalisé ;</li> <li>- les opérations de refroidissement des installations voisines et de mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ;</li> <li>- l'information des secours extérieurs sur les opérations de mise en sécurité réalisées, afin de permettre à ceux-ci de définir les modalités de leur engagement ;</li> <li>- l'accueil des secours extérieurs.</li> </ul> <p>Le délai d'arrivée sur site de la ou des personnes compétentes est de trente minutes maximum suivant la détection de fuite ou d'incendie et compatible avec le plan de défense incendie définie à l'article 14.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant des compétences des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'alerte et du respect du délai maximal d'arrivée sur site.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><i>III. Niveaux de sécurité lors des réceptions d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</i></p> <p>A. Dans le cas de réceptions automatiques, les réservoirs sont équipés des dispositifs suivants :</p> <p>(...)</p>	<p>Non concerné / Sans objet.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>B. Dans le cas de réceptions non automatiques, tout réservoir, d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes, est équipé d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;</li> <li>- soit une sécurité de niveau haut qui déclenche une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides avant le débordement du réservoir ;</li> <li>- soit une sécurité de niveau haut programmée pour réaliser les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement.</li> </ul> <p>Ce dispositif constitue le premier niveau de sécurité au sens de la définition de la capacité d'un réservoir en article 2.</p> <p>Dans le cas d'un réservoir double-paroi, une sécurité de niveau très haut est également installée. Elle est indépendante de la mesure et de la sécurité de niveau haut. Elle provoque l'arrêt éventuellement temporisé du remplissage du réservoir et est configurée de façon à ce que la réception de liquides soit arrêtée avant le débordement du réservoir.</p>	<p>Non concerné / Sans objet.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 24. Travaux.</u></p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 25. Vérification périodique et maintenance des équipements.</u></p> <p><i>I. Règles générales :</i></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et des moyens de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><i>II. Contrôle de l'outil de production :</i></p> <p>Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les procédés de production (voir le point 26.1) sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>III. Entretien des stockages :</i></p> <p>A. Plan d'inspection.</p> <p>Tout réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des liquides contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes.</p> <p>Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des visites de routine ;</li> <li>- des inspections externes détaillées ;</li> <li>- des inspections hors exploitation détaillées pour chaque réservoir de capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.</li> </ul>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>B. Dossier de suivi individuel.</p> <p>Chaque réservoir, contenant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, fait l'objet d'un dossier de suivi individuel, dès lors que sa capacité équivalente est supérieure ou égale à 10 mètres cubes. Ce dossier comprend a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date de construction, date de mise en service et code ou norme de construction utilisés ;</li> <li>- volume du réservoir ;</li> <li>- matériaux de construction, y compris des fondations ;</li> <li>- existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;</li> <li>- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;</li> <li>- liste des liquides successivement stockés dans le réservoir ;</li> <li>- la limite de température de réchauffage, si nécessaire ;</li> <li>- dates, types d'inspection et résultats ;</li> <li>- réparations éventuelles et codes, normes utilisés.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p>C. Visites de routine.</p> <p>Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne écrite définit les modalités de ces visites de routine. L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>D. Inspections externes détaillées.</p> <p>Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.</p> <p>Ces inspections comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;</li> <li>- une inspection visuelle de l'assise ;</li> <li>- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;</li> <li>- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;</li> <li>- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;</li> <li>- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;</li> <li>- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.</li> </ul> <p>Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>E. Inspections hors exploitation détaillées.</p> <p>Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;</li> <li>- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;</li> <li>- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;</li> <li>- le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;</li> <li>- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.</li> </ul> <p>Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable.</p> <p>Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p>F. Écarts constatés.</p> <p>Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>G. Personnes compétentes et guides professionnels.</p> <p>Les inspections externes et hors exploitation sont réalisées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par des services d'inspection de l'exploitant reconnus par le préfet ou le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;</li> <li>- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé de l'inspection des installations classées pour toutes les activités de contrôle prévues par le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 ;</li> <li>- par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé de l'inspection des installations classées ;</li> <li>- sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le préfet peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.</li> </ul> <p>Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé de l'inspection des installations classées, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.</p> <p>Lorsque les réservoirs présentent des caractéristiques particulières (notamment de par leur matériau constitutif, leur revêtement ou leur configuration) ou contiennent au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de caractéristiques physico-chimiques particulières, des dispositions spécifiques peuvent être adaptées (nature et périodicité) pour les inspections en service et les inspections hors exploitation détaillées sur la base de guides reconnus par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 26. Consignes et protection individuelle.</u></p> <p><i>I. Consignes générales de sécurité :</i></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation d'établir un document ou dossier conforme aux dispositions prévues à l'article 24 pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de rupture ou de décrochage d'un flexible ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 22 ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>II. Consignes d'exploitation :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation et/ou traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>- le programme de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>- la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou de matières combustibles conformément aux dispositions prévues au I du point 26-1.</li> </ul>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p>III. Protection individuelle :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><u>Article 26-1. Dispositions relatives à la prévention des risques dans le cadre de l'exploitation.</u></p> <p><i>I. Généralités :</i></p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou de matières combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p>Les éventuels rebuts de production sont évacués régulièrement.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations de production sont construites conformément aux règles de l'art et sont conçues afin d'éviter de générer des points chauds susceptibles d'initier un sinistre.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><i>II. Procédés exigeant des conditions particulières de production :</i> L'exploitant définit clairement les conditions (température, pression, inertage, etc.) permettant le pilotage en sécurité de ces installations. Les installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage, etc.) disposent de systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement pour leur laisser le temps de revenir à des conditions nominales de fonctionnement ou engager la procédure de mise en sécurité du fonctionnement du procédé concerné.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<b>CHAPITRE III. EMISSIONS DANS L'EAU</b>	
<b>SECTION I : PRINCIPES GENERAUX</b>	
<p><u>Article 27. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu.</u> Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 en matière de : – compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; – suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III). Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>	<p>Les mesures de gestion des eaux seront compatibles avec cette prescription. Les eaux usées seront rejetées dans la STEP d'Estrées-Deniécourt.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>SECTION II : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU</b>	
<p><u>Article 28. Prélèvement d'eau</u></p> <p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m<sup>3</sup>/heure et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 mètres cubes par an.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>L'approvisionnement en eau se fera uniquement par le réseau publique.</p> <p>Le besoin en eau a été estimé à 5 790 m<sup>3</sup> par an soit environ 20 m<sup>3</sup> par jour sachant que le site fonctionne 6j/7.</p>
<p><u>Article 29. Ouvrages de prélèvements</u></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.</p>	<p>Les installations de prélèvement d'eau seront munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p>





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 30. Forages</u></p> <p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	<p>Sans objet</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>SECTION III : COLLECTE ET REJET DES EFFLUENTS</b>	
<p><u>Article 31. Collecte des effluents.</u></p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	<p>Les eaux usées seront dirigées vers le réseau de la ZAC.</p> <p>Les cellules « produits dangereux pour l'environnement aquatiques » et « Liquides inflammables » seront reliées à une rétention dédiée. Le réseau de collecte sera adapté aux produits et les collectes équipées de siphon anti-feu pour éviter la propagation des flammes.</p> <p>Les eaux pluviales des zones de quai seront prétraitées par séparateurs d'hydrocarbures et celles des parkings par phytoremédiation.</p> <p><b>Voir : Annexe 2 : Plan des réseaux</b></p>
<p><u>Article 32. Points de rejets.</u></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>	<p>Aucun rejet dans les eaux superficielles n'est envisagé.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 33. Points de prélèvements pour les contrôles.</u></p> <p>Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les précédentes dispositions du présent article ne sont pas applicables pour les rejets d'eaux sanitaires ou d'eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.</p>	<p>Un point de prélèvement sera prévu en aval du séparateur d'hydrocarbures.</p>
<p><u>Article 34. Rejet des eaux pluviales.</u></p> <p>I. - Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>	<p>Les eaux de toiture sont collectées dans un réseau spécifique.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Les eaux pluviales des zones de quais et voiries associées seront dirigées vers un bassin étanche et traitées via un séparateur d'hydrocarbures régulièrement entretenu avant d'être dirigées vers les bassins et noues d'infiltration.</p>
<p>III. - Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442, version novembre 2007, ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.</p>	<p>Les dispositifs de traitement seront conformes à la norme NF P 16-442, version novembre 2007, ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente.</p>
<p>IV. - Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces de l'installation (toitures, aires de parking, etc.), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5.</p>	<p>Sans objet – Pas de rejet dans les eaux superficielles</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>V. - En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal est fixé par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.</p> <p>Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées à l'article 41, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	<p>Une convention sera établie avec le gestionnaire de la STEP de Deniécourt.</p>
<p><u>Article 35. Eaux souterraines.</u></p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	<p><b>Il est demandé à pouvoir infiltrer les eaux pluviales. Les eaux pluviales de voiries lourdes potentiellement polluées seront prétraitées en amont par séparateur d'hydrocarbures et les eaux de ruissellement des parkings VL par phytoépuration.</b></p>
<p><b>SECTION IV : VALEURS LIMITES D'EMISSION</b></p>	
<p><u>Article 36. Généralités.</u></p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>La dilution des effluents est interdite.</p>	<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-eaux usées</li> <li>- eaux pluviales de toiture</li> <li>- eaux pluviales de voirie</li> </ul>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 37. Température et pH.</u></p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas en dehors de la zone de où s'effectue le mélange :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques.</li> <li>- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire.</li> <li>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques.</li> <li>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 38. VLE pour rejet dans le milieu naturel.</u></p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 27, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration ci-après, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux journalier maximal est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><u>Article 39. Raccordement à une station d'épuration.</u></p> <p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de raccordement ;</li> <li>- les valeurs limites avant raccordement.</li> </ul> <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).</p>	<p>Les rejets d'eaux usées seront dirigées sur le STEP d'Estrées-Deniécourt.</p> <p>Celle-ci est dimensionnée pour 900 EH et pour accueillir les activités de la ZAC.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 40. Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration.</u></p> <p>Les valeurs limites des articles 38 et 39 s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente), ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><u>Article 41. (abrogé par l'arrêté du 24 août 2017).</u></p>	





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>SECTION V : TRAITEMENT DES EFFLUENTS</b>	
<p><u>Article 42. Installations de traitement.</u> Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de pré-traitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de pré-traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de pré-traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p>	Sans objet – aucune installation de traitement ou prétraitement des eaux usées
<p><u>Article 43. Epannage.</u> L'épandage des boues, déchets, effluents et sous-produits est interdit.</p>	Sans objet – Non concerné
<b>CHAPITRE IV : EMISSIONS DANS L'AIR</b>	
<b>SECTION I : GENERALITES</b>	
<p><u>Article 44</u> Les dispositions du point 44-2 et des articles 45 à 51 s'appliquent uniquement aux ateliers de fabrication ou de production par mélange ou emploi d'au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p>	Les points 44-2 et 45 à 51 ne concernent donc pas ce projet.
<p><u>Article 44-1</u> Les stockages des terminaux d'essence respectent les dispositions de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé.</p>	Sans objet – Non concerné



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 44-2</u></p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatiles ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés, etc.).</p> <p>Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, etc.).</p>	<p>Les seules émissions concernées sont celles des chaufferies au niveau desquelles les rejets seront canalisés via des cheminées.</p>
<b>SECTION II : REJETS A L'ATMOSPHERE</b>	
<p><u>Article 45</u></p> <p>Points de rejets.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>	<p>Les seules émissions concernées sont celles des chaufferies au niveau desquelles les rejets seront canalisés via des cheminées.</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>Article 46</u></p> <p>Points de mesures.</p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.</p>	
<p><u>Article 47</u></p> <p>Hauteur de cheminée.</p> <p>La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.</p> <p>Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 m fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe III.</p>	<p>Les chaufferies seront classées à déclaration 2910.</p> <p>La hauteur de cheminée sera conforme à l'article 6.2.2. Hauteur des cheminées de l'arrêté du 3 août 2018.</p> <p>La hauteur à l'acrotère étant de 14,17 m, les cheminées auront une hauteur de 19,17 m.</p>
<p><u>Article 48</u></p> <p>Généralités.</p> <p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.</p>	<p>Sans objet – Non concerné</p>
<p><u>Article 49</u></p> <p>Débit et mesures.</p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.</p>	<p>Sans objet – Non concerné</p> <p>Aucun polluants émis par l'installation parmi ceux listés à l'article 50</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<u>Article 50</u> VLE ...	Sans objet – Non concerné
<u>Article 51</u> Plan de gestion des solvants. Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.	Sans objet – Non concerné
<b>SECTION III : VALEURS LIITES D'EMISSIONS</b>	
<u>Article 52. Odeurs.</u> Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).	Sans objet – Non concerné
<b>CHAPITRE V. EMISSIONS DANS LES SOLS</b>	
<u>Article 53</u> Les rejets directs dans les sols sont interdits.	Seules les eaux pluviales seront infiltrées conformément au PLU. Les eaux pluviales de voiries seront préalables prétraitées par séparateurs d'hydrocarbures ou phytoremédiation selon leur provenance.



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015		EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR										
CHAPITRE VI. BRUIT ET VIBRATION												
<p>Article 54</p> <p>I. Valeurs limites de bruit.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table><tr><th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (Incluant le bruit de l'installation)</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés</th><th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</th></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr></table>		NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (Incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Prescriptions liées à l'exploitation du site	
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (Incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf les dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>												
		Prescriptions liées à l'exploitation du site										



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p><u>II. Véhicules – Engins de chantier</u></p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>	<p>Il sera fait appel à des sociétés spécialisées pour le transport des marchandises, disposant de véhicules homologués.</p> <p>Engins de manutention électriques ne circulant que dans le bâtiment (pas de stockage extérieur).</p> <p>Pas d'utilisation de sirènes ou autre appareil de communication par voie acoustique.</p>
<p><u>III. Vibrations.</u></p> <p>Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe VI.</p> <p>Une mesure est effectuée par une personne ou un organisme qualifié sur demande de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><u>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</u></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>CHAPITRE VII : DECHETS</b>	
<p><u>Article 55. Généralités.</u></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser les déchets ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un entreposage dans des conditions prévenant les risques de pollution et d'accident.</li> </ul>	<p><b>Voir : Etude d'impact Chapitre 10.2 Déchets – Gestion et mesures compensatoires</b></p> <p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p><u>Article 56. Stockage des déchets.</u></p> <p>I. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>
<p>II. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage des déchets ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<p>III. La quantité entreposée sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite pour les déchets et la capacité produite en six mois pour les sous-produits ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de gestion sans pouvoir excéder un an.</p> <p>L'exploitant évalue cette quantité et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les résultats de cette évaluation accompagnés de ses justificatifs.</p>	Prescriptions liées à l'exploitation du site
<p><u>Article 57. Élimination des déchets.</u></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant met en place le registre prévu par l'arrêté du 29 février 2012 susvisé et les bordereaux de suivi de déchets dangereux générés par ses activités comme prévu par l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>	Prescriptions liées à l'exploitation du site
<b>CHAPITRE VIII : SURVEILLANCE DES EMISSIONS</b>	
<b>SECTION I : GENERALITES</b>	
<p><u>Article 58.</u></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 59 à 64. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;</li> <li>- la réalisation de contrôles externes de recalage.</li> </ul>	Prescriptions liées à l'exploitation du site





PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>SECTION II : EMISSIONS DANS L'AIR</b>	
<p><u>Article 59</u></p> <p>Seuls les polluants susceptibles d'être émis par l'installation comme précisé au VI de l'article 50 sont soumis à la surveillance prévue par le présent article.</p> <p>(...)</p>	<p>Le point 50 ne concerne pas ce projet.</p>
<b>SECTION III : EMISSIONS DANS L'EAU</b>	
<p><u>Article 60</u></p> <p>Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, hors rejets d'eaux sanitaires, comme précisé au I de l'article 38, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures.</p> <p>(...)</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de dépassement des valeurs seuils autorisées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rendre à nouveau ces rejets conformes, en justifiant cette conformité par un contrôle de vérification satisfaisant. Il précise sur un registre les actions réalisées et en informe l'inspection des installations classées.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Prescriptions liées à l'exploitation du site</p>



PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE MINISTERIEL DU 1 <sup>er</sup> JUIN 2015	EVALUATION DE L'ADEQUATION DU PROJET - DISPOSITIONS PREVUES / A PREVOIR
<b>SECTION IV : IMPACTS SUR L'AIR</b>	
<u>Article 61.</u> Les exploitants des installations qui rejettent dans l'atmosphère plus de : 200 kg/h d'oxydes de soufre ; 200 kg/h d'oxydes d'azote ; (...)	Sans objet – Non concerné
<b>SECTION V : IMPACTS SUR LES EAUX DE SURFACE</b>	
<u>Article 62.</u> Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes : 5 t/j de DCO ; 20 kg/j d'hydrocarbures totaux ; (..)	Sans objet – Non concerné
<b>SECTION VI : IMPACTS SUR LES EAUX SOUTERRAINES</b>	
<u>Article 63</u> Cet article ne contient pas de disposition réglementaire pour la surveillance des eaux souterraines.	-
<u>Article 64</u> Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance des eaux souterraines est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significative et durable des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	Sans objet – Non concerné
<b>SECTION VII : DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES</b>	
<u>Article 65 (abrogé) par Arrêté du 24 août 2017 - art. 22</u>	

